

En Marche...

LA SUITE !

Numéro 31 - 29 mars 2001

FEMMES DES AMÉRIQUES EN ROUTE VERS LE SOMMET DES PEUPLES : DOSSIERS TRAVAIL ET COMMUNICATIONS

Les femmes du Québec se mobilisent en grande pour le Sommet des peuples! Dans moins d'un mois déjà nous nous retrouverons à Québec pour discuter, réagir, proposer des alternatives et manifester notre colère face à l'expression actuelle de la mondialisation.

Encore une fois, des femmes de différents groupes ont contribué à la rédaction du *En Marche* pour nous faire part de leur analyse de l'impact de la mondialisation sur le travail et sur les communications. Merci beaucoup!

Nos dirigeantEs et certains médias nous vantent les mérites de la mondialisation. On nous parle de création d'emploi et de la grande ouverture sur le monde grâce aux nouvelles technologies d'informations. Mais allons donc voir ce qui se cache derrière tout ça

Les bons emplois sont éliminés au profit de la création d'emplois précaires, sans couverture sociale. De plus, on coupe dans les services sociaux et de santé. Résultats : des femmes sont licenciées. Elles écopent aussi du transfert des responsabilités en devenant, « tout naturellement », des *aidantes naturelles* auprès de leurs proches qui nécessitent soins et attention.

Les entreprises sont maîtres. Elles s'installent dans les zones franches, exemptes de taxes, ou déménagent à qui

mieux mieux en quête de conditions leur permettant de faire un maximum de profit tout en ayant le moins de normes sociales et environnementales à respecter. On dit qu'une image vaut mille mots. Voici donc une citation de Percy Barnevik, président du groupe industriel ABB qui explique les bienfaits de la mondialisation pour son entreprise. « Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales ».

Les zones franches se multiplient (850 dans le monde) et 90% des personnes qui y travaillent sont des femmes, souvent des jeunes femmes. Elles sont souvent harcelées et violentées. Elles travaillent pour des miettes et n'ont aucun droit, ou très peu. Heureusement, un tout petit pourcentage d'entre elles réussissent à se syndiquer mais c'est loin d'être facile!

Les femmes sont aussi préoccupées par l'absence d'analyse sur l'impact de la mondialisation des médias (journaux, radio, télévision, internet, etc), surtout dans un contexte où les fusions des corporations médiatiques et les changements de propriétaires ont un impact majeur sur le contenu et la mission des médias. Les petits médias étouffent, ne pouvant plus faire face à la concurrence des méga-fusions.

La mondialisation des médias ouvre la voix à une plus grande commercialisation, à la consommation effrénée et à

l'homogénéisation des cultures qui a pour conséquence de marginaliser les voix des minorités et des cultures autochtones. Un livre, une pièce de théâtre, un programme télévisé ou radiophonique est dorénavant considéré comme un bien ou un service à échanger à l'échelle régionale ou internationale. Des accords comme celui de la ZLEA pourraient potentiellement permettre à des corporations médiatiques de poursuivre des gouvernements qui ont des politiques visant à protéger la production locale des médias et leur culture.

On constate une augmentation du nombre de femmes qui travaillent dans le secteur des communications, mais ça ne se traduit aucunement par une augmentation de l'accès au pouvoir décisionnel au sein des organisations médiatiques. On continue à véhiculer des stéréotypes féminins et à multiplier les scènes de violences envers les femmes de même que la pornographie.

Le portrait actuel de la mondialisation est donc bien sombre.. Heureusement, la mondialisation des solidarités est porteuse d'espoir. Voici les textes de trois femmes qui luttent au quotidien pour protéger les droits des femmes.

Les conditions de travail des femmes dans les manufactures au Québec

Dans le secteur manufacturier, le quota de production a augmenté de façon significative au cours des dernières années. À titre d'exemple, la compagnie Onetex qui produit des bas, chaussettes et lingerie pour le compte de La Baie, Eaton et Zellers a fixé un quota de production de 600 douzaines par jour par travailleuse. Si elles réussissent à dépasser ce quota (ce qui est pratiquement impossible), elles auront un bonus. Par contre, si elles produisent moins de 80% du quota, elles risquent

d'être mises à pied. Le quota a tellement augmenté depuis les dernières années (pour permettre à la compagnie de faire plus de profit) que les femmes reçoivent de moins en moins d'argent.

Conséquemment, comme elles doivent produire plus en un court laps de temps, elles sont plus souvent victimes d'accidents de travail et souffrent de problèmes de santé comme des tendinites, dépressions, pierres aux reins (parce qu'elles ne prennent pas le temps pour uriner) fausse-couche, etc. Même si la CSST accorde une couverture à unE employéE accidentéE lors d'accidents de travail, peu de femmes oeuvrant dans ces manufactures y ont recours soit parce qu'elles ne sont pas informées de leurs droits ou encore, parce que leur employeur réfute leur version des faits lors d'une réclamation auprès de la CSST. La raison est simple : Plus il y a de réclamations auprès de la CSST pour une entreprise, plus sa prime annuelle est augmentée.

Voici donc une manifestation de l'impact de la mondialisation sur le travail. Ces terribles conditions de travail ne se retrouvent donc pas seulement dans les pays du Sud. Plusieurs personnes immigrer vers les pays du Nord en espérant de meilleures conditions mais sont contraintes à travailler dans des emplois mal rémunérés et dans des conditions impitoyables. Le libre-échange ne profite qu'à une infime minorité de gens. C'est pourquoi nous tentons tant bien que mal de syndicaliser les travailleuses et travailleurs et de les informer sur leurs droits.

Tess Tessalona
Centre de travailleurs et travailleuses immigrantEs,
Montréal

Vivons-nous où nous souhaitons vivre?

La mondialisation a reçu beaucoup d'éloges dans certains secteurs pour avoir dépassé la notion de territoire et rapproché les intérêts qui vont au-delà des frontières. La question se pose alors: les intérêts de qui?

L'Amérique latine se confronte à l'illusion de pouvoir un jour rejoindre la révolution technologique des médias de communication. Il est illusoire de penser que nous sommes à la hauteur des hautes technologies des pays développés. Saviez-vous que 61% des latinoaméricainEs vivant dans les villes de plus de 50 000 habitants n'ont jamais utilisé un ordinateur? Les projets d'intelligence artificielle sont expérimentés par les habitants des pays du Nord comme les États-Unis, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Unis, la France, le Canada, entre autre. En d'autres mots, le monde s'ordonne en fonction de l'accès aux progrès technologiques.

Les médias électroniques ont réussi à gagner une crédibilité jamais inégalée dans la conscience citoyenne. Mais qui croyons-nous? En Équateur, deux personnes sur trois sont convaincues de la véracité du contenu qui est véhiculé dans les médias. Ceci invite à la réflexion sur le rôle de nos médias dans une ère de mondialisation. L'information nécessite plus de recherche et d'analyse pour permettre de se faire une opinion éclairée. L'impact de la mondialisation des médias se centre sur la prémisse suivante : *qui détient l'information détient le pouvoir*. Malheureusement, même si nous avons accès à une pléiade d'information grâce à l'internet, la télévision, la presse et j'en passe, nous somme une société désinformée!

C'est pourquoi les radios communautaires essaient de présenter le maximum de points de vue possible. Seuls le pluralisme des opinions et le pluralisme de médias indépendants assurent une vraie démocratie. Face au processus de mondialisation, nous devons former des alliances, des stratégies et des actions unitaires. Voilà donc le rôle de notre réseau radiophonique mondial de femmes.

Je voudrais terminer avec ce poème de Almeida Garret : « Et je demande aux économistes, politiciens, moralistes, s'ils ont calculé combien d'individus il est nécessaire de condamner à la misère, au travail disproportionné, à la démoralisation, à l'oubli de l'enfance, à l'ignorance, à la disgrâce invincible, à la pénurie absolue, pour produire un riche »

Ximena Gudiño, directrice du programme genre en Équateur
et du réseau des femmes de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires

Comment la mondialisation des communications affecte ma vie et mon travail

En tant que productrice et distributrice de programmes radiophoniques par et pour les femmes du monde, la mondialisation des médias me permet d'entrer plus facilement en contact avec des journalistes du Pakistan ou du Nigéria via l'internet. Comme membre des organisations de médias féminins, j'ai la possibilité d'écrire des articles collectivement, d'être au courant des nombreuses conférences et projets qui sont développés partout dans le monde. Toutefois, encore trop de femmes n'ont pas accès à l'internet

Même si j'adore le réseautage à l'échelle de la planète, tous les aspects de la

mondialisation sont loin d'être positifs. Par exemple, je peux acheter mes cassettes et instruments de travail à des prix beaucoup plus abordables qu'avant mais ça veut dire que quelque part, une personne, probablement une femme d'un pays du Sud, travaille à un salaire annuel médiocre qui est inférieur aux prix d'un seul produit qu'elle a fabriqué et qui se vend aux États-Unis.

Un autre problème, c'est la mondialisation de la culture américaine qui est vendue à très petits prix à d'autres pays du Sud. Selon des femmes d'autres pays qui ont participé à mon émission « Wings », la consommation et le manque de respect que ces programmes américains véhiculent ont un impact négatif sur les valeurs des autres pays, de Ladakh à Lesotho. Ces médias font aussi la promotion de produits importés, causant du tort aux économies locales.

Ce qui est aussi très préoccupant, c'est le développement de la diffusion en direct via satellite qui n'est accessible qu'à un nombre restreint de diffuseurs qui imposent leur choix de programmation au monde entier. À la conférence sur les femmes dans les médias et la publicité qui s'est déroulée à Manille aux Philippines en 1991, j'ai appris que la diffusion en direct était vouée principalement aux sports et à la pornographie, en vue de rejoindre un public strictement masculin qui a de l'argent à dépenser. Il est donc difficile de concevoir comment les femmes, qui n'ont pas accès à la richesse mondiale, vont avoir accès à ces technologies pour échanger leurs idées avec d'autres femmes à travers le monde.

Dans les prochaines années, nous devons, en tant que femmes, revendiquer nos droits auprès des créateurs de ces

technologies et s'assurer que les compagnies de diffusion en direct répondent véritablement à nos besoins en communication. Nous devons offrir plus de programmations qui sont réalisées par les femmes et qui visent les femmes à la radio communautaire. J'aime la combinaison du potentiel local et global que représente la radio communautaire. C'est comme la combinaison des mouvements local et global des femmes. La radio communautaire et le mouvement des femmes devraient donc former une véritable alliance!

Frieda Werden, Représentante Amérique du Nord aux États-Unis pour le réseau international des femmes de l'AMARC et productrice de la série radiophonique WINGS (Women's International News Gathering)

Forum sur le travail lors du Sommet des peuples

Pour les travailleurs-ses syndiquéEs, l'intégration continentale représente un défi de taille que la plupart sont prêtEs à relever. Des dirigeants syndicaux du Nord et du Sud se réuniront pour discuter des répercussions de la ZLEA sur les droits des travailleurs et le marché du travail : la précarité de l'emploi, particulièrement chez les femmes, la déréglementation du marché du travail et les difficultés quant à la syndicalisation.

Il existe dans la ZLÉA une menace envers les gains arrachés de haute lutte par les travailleuses et travailleurs. Le mouvement syndical ne s'oppose pas au libre-échange mais considère que celui-ci doit être suffisamment réglementé pour qu'il profite à tous et toutes et non seulement à des multinationales assoiffées de bénéfices immédiats. Une des revendications du mouvement syndical est l'introduction, au sein des accords commerciaux, de clauses garantissant le

respect des droits fondamentaux des travailleurs-ses qui doivent bénéficier de protections minimales. Le non respect de ces droits fait mal aux travailleurs qui voient leur employeur déménager ses installations dans d'autres pays.

Les organisations syndicales demandent également que l'apport des femmes à l'économie, tant les activités rémunérées que non-rémunérées, soit reconnu. Il doit être pris en considération lorsque vient le temps d'établir des mesures incitatives à l'emploi. L'accès à des services à la petite enfance fait partie des mesures qu'elle propose. Les gouvernements nationaux devront revoir périodiquement les effets du libre-échange sur l'emploi, particulièrement chez les femmes, et viser l'abolition de toute discrimination, encore davantage présente dans le secteur informel.

Forum communication lors du Sommet des peuples

En identifiant les enjeux-clés relatifs au secteur des communications dans la ZLEA, le forum servira à explorer les manières de protéger le Droit à la communication. Les participantEs discuteront du lien entre les communications, la démocratie et la mondialisation ainsi que le rôle des médias communautaires dans la défense de la diversité culturelle et dans le renforcement des mouvements sociaux. Une démonstration d'un réseautage de radio communautaire par diffusion via internet est aussi prévue.

Le forum aura lieu les 17 et 18 avril entre 10h00 et 16h30 au Complexe Méduse.
Pour inscriptions, contactez :
elvira.truglia@amarc.com

CALENDRIER DES ACTIVITÉS LORS DU SOMMET

Les activités prévues lors du Sommet des peuples se multiplient! Nous avons donc joint en courrier attaché l'ensemble des activités et actions qui s'y dérouleront. N'oubliez pas de nous faire part des activités qui auront lieu dans votre région.

ANNONCES

À la recherche de femmes pour le service d'ordre - Sommet des peuples

La Fédération des femmes du Québec est à la recherche d'une vingtaine de femmes qui pourront assurer le service d'ordre au sein du contingent Femmes lors de la marche du Sommet des peuples le 21 avril à Québec. Si vous êtes intéressée, veuillez contacter Alexa Conradi à (514) 876-0166, poste 253 ou aconradi@ffq.qc.ca

Conférence sur les impacts de la mondialisation

Le 7 avril entre 13h00 et 17h00 à la Maison de la culture Côte-des-Neiges à Montréal, le centre de travailleurs et travailleuses immigrantEs vous invite à une conférence à laquelle des travailleuses et travailleurs du secteur manufacturier témoigneront de leurs conditions de travail. Pour information, contacter Tess au 342-2111.

Agriculture soutenue par la communauté au Québec

Voici un geste concret pour contrer la mondialisation qui a pour effet d'affaiblir les petits agriculteurs-trices et d'éliminer la production pour consommation locale. Les agriculteurs-trices reçoivent de moins en moins de subventions en début de saison pour leur production et doivent emprunter de gros montants d'argent. Avec le projet *Agriculture soutenue par la*

communauté, nous pouvons dorénavant nous mettre en lien direct avec unE agriculteur-trice de notre région qui vient nous porter à chaque semaine, dans un point de chute près de chez nous, notre part de légumes BIOLOGIQUES à un prix tout à fait comparable à celui des légumes non-biologiques achetés à l'épicerie. La seule différence nous payons notre part à l'agriculteur-trice en début de saison ce qui lui évite d'emprunter. Certaines fermes offrent aussi le même concept pour la viande biologique. Voici donc un bon moyen d'exercer notre droit de vote comme consommatrices, pour des échanges justes et un développement viable. Voir en courrier attaché la liste des fermes associées à ce projet à **travers le Québec**. Pour des informations et inscriptions, consultez le site web www.equiterre.qc.ca et sélectionnez « agriculture soutenue par la communauté ».

Transport de Montréal pour le Sommet des peuples

Le projet Opération Autobus organisé par le FTAA-Alert (Concordia) organise 100 autobus partant de Montréal pour le sommet. Si vous cherchez du transport, veuillez retourner - **le 31 mars au plus tard** - le questionnaire qui est joint en annexe. Des départs de Montréal sont prévus les 19/04 au soir, 20/04 matin et soir, 21/04 matin. Les retours seront les 21 et 22/04. Il serait aussi possible d'organiser du transport pour les personnes qui souhaitent s'y rendre avant le 19/04. Le coût pour l'aller-retour est de 15\$/personne. Les cotisations devront leur parvenir au plus tard le 4 avril. Chaque autobus aura également besoin d'un volontaire pour s'assurer de son départ.

Action théâtrale chorégraphique

Équiterre vous invite à prendre part à une action théâtrale chorégraphique qui s'insère dans la marche du Sommet des peuples du samedi 21 avril à Québec. Elles sont à la recherche d'au moins cinquante personnes prêtes à porter un costume d'homme d'affaire (veston, cravate et pantalon) ainsi qu'un petit masque de papier (comme celui de votre dentiste) sur lequel il y aura un gros code barre. Le groupe prendra part à la marche officielle du Sommet des peuples en avançant comme des robots militaires les yeux dans le vide. Ceux et celles qui le souhaitent peuvent aussi porter un chapeau et/ou apposer un logo d'une compagnie multinationale sur leur costume. L'habit d'homme d'affaire est quant à lui essentiel.

Cette description vous rappelle peut-être le spectacle de danse Joe du célèbre chorégraphe Jean-Pierre Perreault... Il a accepté de donner un coup de mains pour préparer ce défilé et sera présent le dimanche 8 avril pour une pratique générale. Apportez votre costume (Équiterre se charge des masques) et arrivez à 11h au 2177, rue Masson (coin De Lorimier). Le numéro du local sera indiqué à l'entrée. Pour confirmer votre participation : lwariidel@uvic.ca

Ce bulletin est produit par
Fédération des femmes du Québec
Tél. : (514) 876-0166, téléc. : 876-0162
Site Internet www.ffq.qc.ca
Courriel mdavid@ffq.qc.ca